

## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES CCAP**

### **MARCHE PUBLIC DE MAITRISE D'ŒUVRE EN VUE DE LA CONSTRUCTION DE L'ANTENNE LOCALE D'INSERTION ET DE PROBATION A BONNEVILLE**

Technique d'achat : Concours de maîtrise d'œuvre restreint passé conformément aux articles L2125-1 2°, R2162-15 à R2162-26 du Code de la commande publique.

#### **Maître de l'ouvrage :**

**DIRECTION INTERREGIONALE  
DES SERVICES PENITENTIAIRES DE LYON  
DEPARTEMENT DES AFFAIRES IMMOBILIERES  
19 rue Crepet  
69366 LYON CEDEX**

# SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1. OBJET DU MARCHE – DISPOSITIONS GENERALES</b>	<b>4</b>
1.1. IDENTIFICATION DES ACTEURS	4
1.1.1. Définition des parties au marché	4
1.1.2. Conducteur de la prestation (Maîtrise d'ouvrage)	5
1.1.3. Utilisateurs et gestionnaires	5
1.1.4. Conduite des prestations (Titulaire)	5
1.1.5. Assistant Technique à Maîtrise d'Ouvrage	6
1.1.6. Contrôle technique	6
1.1.7. Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé	6
1.1.8. Coordonnateur SSI	7
1.2. CONTENU DES PRESTATIONS	7
1.3. COMPETENCES ESSENTIELLES	8
1.4. DUREE DU MARCHE	8
<b>ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 3. DELAIS D'EXECUTION DU MARCHE</b>	<b>10</b>
3.1. ENGAGEMENT SUR LES DELAIS D'EXECUTION	10
3.2. PROLONGATION DES DELAIS D'EXECUTION	10
3.3. ENGAGEMENT SUR LES DELAIS DE REALISATION DES TACHES	10
3.4. DELAIS D'APPROBATION DES DOCUMENTS DEFINITIFS PAR LE MAITRE D'OUVRAGE	11
<b>ARTICLE 4. CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS</b>	<b>11</b>
4.1. BASE DOCUMENTAIRE	11
4.2. MISE A DISPOSITION DES PERSONNES	11
4.3. PRESENTATION ET TRANSMISSION DES DOCUMENTS	12
<b>ARTICLE 5. VERIFICATIONS ET ADMISSION</b>	<b>13</b>
5.1. OPERATIONS DE VERIFICATION	13
5.2. DECISION	13
<b>ARTICLE 6. PRIX DU MARCHE</b>	<b>14</b>
6.1. CARACTERISTIQUES DES PRIX PRATIQUES	14
6.2. FORFAIT DE REMUNERATION	14
6.2.1 Forfait provisoire de rémunération	14
6.2.2 Fixation du coût prévisionnel des travaux et du forfait définitif de rémunération	14
6.3. VARIATIONS DANS LES PRIX	15
<b>ARTICLE 7. MODIFICATION EN COURS D'EXECUTION DU MARCHE</b>	<b>15</b>
7.1 Modifications de faible montant initiées par le maître d'ouvrage	15
7.2 Modifications qui s'imposent au maître d'ouvrage	16
7.3 Modifications prévues dans le cadre de clauses de réexamen	16
7.4 Suivi et classification des modifications apportées aux marchés de travaux	17
7.4.1 Modifications de catégories A et B	17
7.4.2 Modifications de catégorie C	17
7.5 modifications affectant les contractants	18
<b>ARTICLE 8. ÉVOLUTION DU COUT DES TRAVAUX EN PHASE « ÉTUDES »</b>	<b>18</b>
8.1. LEXIQUE	18
8.2. CONDITIONS ECONOMIQUES D'ETABLISSEMENT	19
<b>ARTICLE 9. ENGAGEMENT DU MAITRE D'ŒUVRE EN PHASE « ÉTUDES »</b>	<b>19</b>
9.1. 1ER SEUIL DE TOLERANCE	19
9.2. COUT PREVISIONNEL DEFINITIF DES TRAVAUX C (APD)	19
9.3. 2EME SEUIL DE TOLERANCE	20
9.4. COUT DE REFERENCE DES TRAVAUX C (REF)	20

<b>ARTICLE 10. ÉVOLUTION DU COUT DES TRAVAUX EN PHASE « TRAVAUX »</b>	<b>21</b>
10.1. LEXIQUE	21
10.2. CONDITIONS ECONOMIQUES D'ÉTABLISSEMENT	21
<b>ARTICLE 11. ENGAGEMENT DU MAITRE D'ŒUVRE EN PHASE « TRAVAUX »</b>	<b>21</b>
11.1 3EME SEUIL DE TOLERANCE	21
11.2 COUT DEFINITIF DES TRAVAUX C(DGD-PC)	21
11.3. PENALITES POUR DEPASSEMENT DU SEUIL DE TOLERANCE	21
11.4. MESURES CONSERVATOIRES	22
<b>ARTICLE 12. AVANCE</b>	<b>22</b>
12.1. CONDITIONS DE VERSEMENT ET DE REMBOURSEMENT	22
12.2. GARANTIES FINANCIERES DE L'AVANCE	22
<b>ARTICLE 13. RETENUE DE GARANTIE ET GARANTIE DE PARFAIT ACHEVEMENT</b>	<b>23</b>
<b>ARTICLE 14. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES</b>	<b>23</b>
14.1. ACOMPTES ET PAIEMENT PARTIELS DEFINITIFS	23
14.2. PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT	24
14.3. DELAI DE PAIEMENT, INTERETS MORATOIRES	26
14.4. ÉCHEANCIER DES ACOMPTES	26
14.5. ACCEPTATION ET PAIEMENT DU SOLDE	27
<b>ARTICLE 15. PENALITES</b>	<b>28</b>
15.1. RETARD DANS LA REMISE DE PRESTATIONS	28
15.2. INDISPONIBILITE	28
15.3. ABSENCE AUX REUNIONS	28
15.4. MODALITES DE PAIEMENT	28
15.5. TRAVAIL DISSIMULE	28
15.6. VERIFICATIONS ET ETABLISSEMENTS DES PROJETS DE DECOMPTE	29
15.7. PENALITE EN CAS DE NON-RESPECT DES ENGAGEMENTS D'AMELIORATION DE L'EFFICACITE ENERGETIQUE	29
<b>ARTICLE 16. CONTROLE ET MISE EN ŒUVRE DE LA GARANTIE DE PERFORMANCE ENERGETIQUE</b>	<b>30</b>
16.1. VERIFICATIONS AVANT LA RECEPTION	30
16.2. VERIFICATION APRES LA RECEPTION	30
<b>ARTICLE 17. PROTECTION DES DROITS</b>	<b>31</b>
17.1. CONNAISSANCES ANTERIEURES	31
17.2. DROIT DE PROPRIETE INTELLECTUELLE	31
17.3. CONFIDENTIALITE	31
<b>ARTICLE 18. ARRET DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS</b>	<b>31</b>
18.1. ARRET DES PRESTATIONS	31
18.2. REALISATION AUX FRAIS ET RISQUES	32
<b>ARTICLE 19. REGLEMENT DES DIFFERENDS</b>	<b>32</b>
19.1. FORMALISME DES RECLAMATIONS	32
19.2 REGLEMENT AMIABLE DES DIFFERENDS	32
<b>ARTICLE 20. RESILIATION DU MARCHÉ</b>	<b>32</b>
<b>ARTICLE 21. ASSURANCES</b>	<b>33</b>
<b>ARTICLE 22. DROIT ET LANGUE</b>	<b>33</b>
<b>ARTICLE 23. DESIGNATION DE SOUS-TRAITANTS EN COURS DE MARCHÉ</b>	<b>33</b>
<b>ARTICLE 24. CLAUSE PENITENTIAIRE</b>	<b>34</b>
<b>ARTICLE 25. DEROGATIONS AU CCAG PRESTATIONS INTELLECTUELLES</b>	<b>35</b>

## ARTICLE 1. OBJET DU MARCHE – DISPOSITIONS GENERALES

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent **un marché de Maîtrise d'Œuvre en vue de la construction d'une Antenne Locale d'Insertion et de Probation (ALIP) à proximité du Centre Pénitentiaire de Bonneville.**

La Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires de Lyon a décidé de procéder à des travaux de rénovation ou reconstruction des locaux destinés aux services d'insertion et de probation dans le cadre de son programme pluriannuel de rénovation construction.

Les Services Pénitentiaires d'Insertion et de Probation (SPIP) sont des services déconcentrés de l'Administration Pénitentiaire, ayant en charge le contrôle et le suivi des personnes placées sous- main de la Justice, en milieu ouvert et/ou fermé. Ils contribuent ainsi à la prévention de la récidive et favorisent la réinsertion de la population carcérale.

L'Antenne Locale d'Insertion Probation (ALIP) de Bonneville est une antenne mixte, intervenant en milieu ouvert et fermé. Elle est rattachée au SPIP de Haute Savoie, basé à Annemasse.

Cet ensemble se révèle aujourd'hui peu adapté en termes d'exigence de capacité d'accueil (trop petit), de fonctionnalité (surfaces de circulations, étroitesse des bureaux...) et de confort (déperditions thermiques, surchauffe estivale...).

Le projet devra également répondre aux exigences de performances énergétiques et environnementales du label E3C1.

Le bâtiment devra répondre aux exigences du label E+C- qui se distingue des autres labels environnementaux en application dans le secteur du bâtiment. Il repose sur une nouvelle méthode de calcul basée sur deux indicateurs :

- Le bilan BEPOS, c'est-à-dire le bilan énergétique du Bâtiment à Énergie POSitive. Il s'agit de vérifier que la construction produit plus d'énergie renouvelable que ce qu'elle consomme
- Le bilan Carbone qui correspond à la performance environnementale et qui quantifie les gaz à effet de serre émis par le bâtiment dans sa globalité ainsi que ceux engendrés par les différents matériaux et éléments utilisés. Il prend donc en compte le cycle vie du bâtiment.

Ainsi le maître d'œuvre devra proposer une offre d'une qualité technique adéquate au label et au niveau exigé.

Lieux d'exécution : 71-75 avenue Mozart à Bonneville (74042, Haute-Savoie)

### **1.1. IDENTIFICATION DES ACTEURS**

---

#### **1.1.1. DEFINITION DES PARTIES AU MARCHE**

Les parties au marché sont :

- D'une part, le pouvoir adjudicateur, désigné indifféremment par les termes :
  - L'acheteur ;
  - Le pouvoir adjudicateur ;

- Le maître d'ouvrage ;
- La DISP.
- D'autre part, le titulaire du marché, mentionné dans l'Acte d'engagement (AE), désigné indifféremment dans les pièces du marché par les termes :
  - Le Titulaire ;
  - Le Prestataire ;
  - Le Maître d'œuvre ou le groupement de maîtrise d'œuvre.

#### 1.1.2. CONDUCTEUR DE LA PRESTATION (MAITRISE D'OUVRAGE)

Seules les personnes suivantes sont habilitées à engager la personne publique pour la conduite opérationnelle et le contrôle des prestations objet de ce marché :

- M. le Directeur interrégional ;
- M. le Directeur du DAI ;

Le Titulaire lui remettra les pièces concrétisant l'avancement des prestations ainsi que tous les documents permettant le règlement des acomptes et du solde du marché.

#### 1.1.3. UTILISATEURS ET GESTIONNAIRES

Les intervenants suivants ne constituent pas la Maîtrise d'ouvrage ; toutefois, la prise en compte de leurs besoins est essentielle pour la réussite de l'opération :

- Au sein de la DISP :
  - L'Unité Étude et Gestion du Patrimoine (UEGP) du DAI ;
  - L'Unité d'Appui aux Affaires Immobilières (UAAI) du DAI ;
  - Le Département Sécurité et Détention (DSD) ;
  - Le Département des Services Informatiques (DSI) ;
  - Le Département des Politiques d'Insertion, de Probation et de Prévention de la Récidive (DPIPPR) ;
  - Le Département Budget et Finances (DBF) ;
- L'Etablissement :
  - La directrice du SPIP et son adjointe ;
  - Le directeur de l'antenne de Bonneville ;

#### 1.1.4. CONDUITE DES PRESTATIONS (TITULAIRE)

Le conducteur des prestations pour le compte du Titulaire est la personne nommément désignée à l'article 4 de l'Acte d'engagement comme le « directeur de projet ». Le conducteur des prestations pour le compte du Titulaire :

- Est en mesure d'engager la société ou le groupement titulaire du marché.
- Réalise l'intégralité des prestations décrites dans le CCTP ou les fait réaliser sous sa responsabilité.

Il est suppléé par une personne de même profil ou de profil complémentaire, nommément désignée à ce même article. Il fait intervenir les personnes citées dans ledit article de l'Acte

d'engagement, sans préjudice de l'intervention d'autres personnes. Les CV de ces personnes sont portés à la connaissance de la Maîtrise d'ouvrage dès l'offre et sont pièces du marché.

Cet interlocuteur sera garant de la bonne coordination entre la Maîtrise d'ouvrage et ses assistants, les utilisateurs et gestionnaires, les tiers intéressés et les intervenants du Titulaire. Il devra participer aux réunions stratégiques et, ou techniques et devra se montrer disponible lors de l'accomplissement de ses missions.

Dans l'exécution de ce marché de prestations intellectuelles, la personne publique entend bénéficier des compétences soumises au stade de l'offre. Ainsi, la personne publique sera extrêmement vigilante au respect des intervenants susmentionnés. Elle pourra par ailleurs révoquer un intervenant non connu si le titulaire n'a pas prévenu en cas de changement.

#### 1.1.5. ASSISTANT TECHNIQUE A MAITRISE D'OUVRAGE

Pour le recrutement de l'équipe de Maîtrise d'œuvre, le Pouvoir adjudicateur est accompagné d'un Assistant Technique à Maîtrise d'Ouvrage.

A ce titre, l'ATMO réalisera les missions suivantes :

- Analyse des candidatures : confirmation du respect des obligations formelles, synthèse d'analyse des candidatures, identification des points nécessitant des demandes de précisions, participation au jury ;
- Analyse des offres équivalent à une remise de prestation niveau « APS » ;
- Préparation des questions/réponses techniques à adresser aux soumissionnaires ;
- Participation aux séances de commission et jury ;

#### 1.1.6. CONTROLE TECHNIQUE

Les travaux faisant l'objet du présent marché sont soumis au contrôle technique, dans les conditions prévues par le titre II de la loi n°78-12 du 4 janvier 1978, relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction.

Les interventions confiées au contrôleur technique concernent des missions ou éléments de missions sont définis dans le CCTG applicable aux marchés publics de contrôle technique et ses annexes approuvés par décret n°99-443 du 28 mai 1999.

Le contrôleur technique intervient pendant la conception et l'exécution des ouvrages jusqu'à la fin de la période de garantie de parfait achèvement.

#### 1.1.7. COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE

Le titulaire est informé que la conception et le chantier de l'opération sont soumis aux dispositions du Code du travail et, à ce titre, le maître d'ouvrage désignera un coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé de niveau 2, pour la phase « conception » et pour la phase « réalisation ».

#### **Principes généraux :**

Le titulaire met en œuvre les principes généraux de prévention définis au 1), 2), 3), 5), 6) et 8) de l'article L.4121-2 du code du travail.

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application du code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs désigné dans le présent marché sous le nom de « coordonnateur SPS ».

#### **Autorité du coordonnateur SPS :**

Le coordonnateur SPS est tenu d'informer le maître d'ouvrage et le titulaire, sans délai et par tous les moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers le coordonnateur SPS doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut à ce titre arrêter tout ou partie du chantier.

Les moyens à donner et les obligations du titulaire envers le coordonnateur SPS :

- Le Titulaire facilite la mission du coordonnateur SPS. Il tient compte, à ses frais et dans les délais impartis, de tous les avis du coordonnateur SPS ;
- Le Titulaire arrête les mesures d'organisation générale du chantier en concertation avec le coordonnateur SPS ;
- Le Titulaire communique la copie des documents relatifs aux études d'avant-projet, projet, et le calendrier détaillé d'exécution ;
- Le Titulaire informe le coordonnateur SPS de toutes les réunions qu'il organise dans le cadre de l'exécution de sa mission. Il donne suite aux avis, observations, mesures préconisées par le coordonnateur SPS sur la sécurité, la protection de la santé des travailleurs ;
- En cours de chantier, le Titulaire vise toutes les observations consignées par le coordonnateur SPS dans le registre journal de la coordination ;
- Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître de l'ouvrage ;

#### 1.1.8. COORDONNATEUR SSI

Le titulaire devra nommer une personne qualifiée, dénommée « coordonnateur SSI », qui le représentera et assistera lors des missions de contrôle technique en phases d'études, d'instruction de permis de construire, puis de réalisation et notamment d'essais techniques des installations, dans les conditions des normes NF S 61-931 et NF S 61-932.

Le titulaire devra, à ce titre, élaborer un dossier d'identité SSI pour son ouvrage comportant l'ensemble des données fonctionnelles et techniques relatives au système de sécurité incendie de l'ouvrage.

### 1.2. **CONTENU DES PRESTATIONS**

---

Les éléments de mission de maîtrise d'œuvre portent sur une opération de construction neuve de bâtiment au sens de l'article R. 2431-4 du Code de la commande publique.

Les prestations demandées dans le marché de maîtrise d'œuvre comprennent, à la suite des éléments remis au moment de la consultation, les éléments de mission suivants décomposés en parties techniques au sens de l'article 20 du CCAG-PI :

Mission de base (construction neuve)		Acronyme
Obligatoire	Études d'esquisse (prime concours)	ESQ
	Études d'avant-projet sommaire (prime concours)	APS
	PT1 : Études d'avant-projet définitif	APD
	PT2 : Étude de projet	PRO

	PT3 : Assistance à la passation des marchés de travaux	AMT
	PT4 : Visa et EXE partielles des entreprises	VISA/EXE
	PT4 : Suivi ou direction de la réalisation des travaux	DET
	PT5 : Assistance apportée au maître d'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement	AOR
<b>Missions complémentaires</b>	MC1 : Ordonnancement Pilotage Coordination	OPC
	MC2 : Conception des Systèmes de Sécurité Incendie	CSSI

Les parties techniques sont décrites dans le CCTP et reprises dans la décomposition des prix. Elles sont le cas échéant décomposées en sous-parties techniques décrites également au CCTP.

### 1.3. COMPETENCES ESSENTIELLES

Le Titulaire dispose des compétences dans les domaines suivants :

- Architecture ;
- Génie climatique (thermique, fluides) et performance énergétique,
- Conception environnementale
- Études techniques structure, électricité, courants forts et courants faibles, sécurité incendie (CSSI), Acoustique,
- Économie de la construction,
- Ordonnancement, pilotage et coordination
- Désamiantage

Les missions décrites dans le CCTP peuvent être complétées en fonction de l'évolution des projets par des missions spécifiques ayant un lien direct avec l'opération, notamment relatives à l'identification de diagnostics (amiante, plomb) et reconnaissances spécialisés (auscultation structurelle, repérage de réseaux intérieurs et extérieurs, thermographie, cuisine, sécurité incendie) et la rédaction des Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP) de ces missions spécifiques.

En outre, le titulaire prend en charge le recrutement de ces prestataires spécialisées pour le compte du pouvoir adjudicateur ou peut le cas échéant proposer de faire appel à de la sous-traitance spécialisée.

### 1.4. DUREE DU MARCHE

La durée du marché court à compter de sa date de notification jusqu'à la fin du délai de garantie de parfait achèvement des travaux concernés par l'opération.

## ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG Prestations intellectuelles, les pièces contractuelles du marché, dans leurs versions définitives, sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :



### Pièces particulières

- Acte d'engagement (AE) du marché et ses annexes, dont le cadre de Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) et des temps passés ainsi que son Bordereau des Prix Unitaires (BPU) ;
- Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe ;
- Cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et son annexe ;
- Le programme de l'opération et ses annexes,
- L'offre technique du Titulaire, correspondant à une remise de prestation de niveau « APS ».

### Pièces générales

Ces pièces s'appliquent aux pièces particulières énoncées ci-dessus, en dehors de toutes exceptions ou dérogations :

- CCAG Prestations intellectuelles applicable aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG PI) approuvé par l'arrêté du 16 septembre 2009,
- Tous autres textes législatifs ou réglementaires ayant une relation directe ou indirecte avec les études à réaliser (sans hiérarchisation et sans caractère exhaustif) :
  - CCAG Travaux de 2009 ;
  - Le CCTG des marchés de travaux dont la composition est définie par le décret n°93-1164 du 11 octobre 1993 modifié pour les fascicules concernant les VRD ;
  - Les normes et DTU applicables (dernière liste parue au CSTB à date de signature de l'acte d'engagement par le Titulaire) ;
  - La norme NF P 94-500 relative aux missions d'ingénierie géotechnique ;
  - Les documents issus du programme PACTE (ex-RAGE) ;
  - La norme NF P 03-100 relative aux missions de contrôle technique et le CCTG-contrôle technique ;
  - Les textes relatifs à l'exercice de la mission SPS, et ceux applicables aux travaux se déroulant en présence d'un Plan de prévention ;
  - Les textes relatifs à la protection des travailleurs contre les risques liés aux matières présentant un risque pour la santé (amiante, plomb, poussière de bois, rayonnements ionisants et non ionisants, etc.) ;
  - Les textes relatifs aux travaux en milieux à risques, notamment les textes relatifs aux travaux à proximité de réseaux enterrés ;
  - Les textes relatifs aux travaux de mise en accessibilité des établissements recevant du public ;
  - Le Code de la construction et de l'habitation, notamment les articles L.111-7, L.111-7-3 et L.111-7-5 à L.111-7- 11, R. 111-19 à R. 111-19-11 et R.111-19-31 à R.111-19-44 ;
  - Les différents codes applicables (Code civil, Code de la construction et de l'habitation, Code de l'urbanisme, Code de l'environnement, Code du travail, etc.) ;
  - Arrêté du 18 juillet 2006 portant approbation des règles de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements pénitentiaires et fixant les modalités de leur contrôle ;
  - Arrêté du 29 décembre 2016 relatif à l'accessibilité des établissements pénitentiaires existants aux personnes handicapées

Ces documents, dont la liste n'est pas limitative, sont réputés connus du Titulaire qui ne pourra se prévaloir de leur méconnaissance pour s'exonérer de ses engagements.

## ARTICLE 3. DELAIS D'EXECUTION DU MARCHÉ

### 3.1. ENGAGEMENT SUR LES DELAIS D'EXECUTION

Les délais d'exécution du marché sur lesquels le Titulaire s'engage résultent de l'acte d'engagement.

Les parties techniques 1 à 5, relevant de la mission de base, sont commandées toutes ensemble au travers du marché. Dans ces conditions, il faut considérer que :

- L'exécution de la première partie technique du marché est déclenchée par la notification du marché. Elle s'achève lorsque la Maîtrise d'ouvrage notifie au Titulaire son acceptation des rapports produits à cette occasion.
- L'exécution des autres parties techniques est déclenchée par ordre de service ou à défaut, par l'accusé réception par le maître d'œuvre de l'ordre d'engager les études de la phase concernée.
- L'exécution du DOE est déclenchée à la date de la réception par le maître d'ouvrage des DOE des entrepreneurs.

Chaque délai d'examen par la Maîtrise d'ouvrage n'est pas un point d'arrêt dans la mission. Le titulaire est censé poursuivre son travail, en particulier lorsqu'il se trouve à l'articulation de deux étapes d'une même partie technique.

### 3.2 PROLONGATION DES DELAIS D'EXECUTION

Par dérogation à l'article 13.3 du CCAG-PI, lorsque le maître d'œuvre est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution du fait du maître d'ouvrage, du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, ou lorsqu'une toute autre cause n'engageant pas la responsabilité du maître d'œuvre fait obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel, le maître d'ouvrage peut prolonger le délai d'exécution. Le délai ainsi prolongé a, pour l'application du marché, les mêmes effets que le délai contractuel.

Pour pouvoir bénéficier des dispositions du premier alinéa, le maître d'œuvre doit signaler au maître d'ouvrage l'événement de force majeure ou les causes, qui, selon lui, échappant à sa responsabilité, font obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel. Il dispose, à cet effet, d'un délai de 20 jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues.

Il formule en même temps une demande de prolongation du délai d'exécution. Il indique la durée de la prolongation demandée, dès que le retard peut être déterminé avec précision, en exposant les incidences éventuelles sur sa rémunération.

Le maître d'ouvrage notifie par écrit au maître d'œuvre sa décision dans le délai de 20 jours à compter de la réception de la demande. Passé ce délai, le maître d'ouvrage est réputé, par son silence, avoir accepté la demande qui lui a été adressée.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée après l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation.

### 3.3. ENGAGEMENT SUR LES DELAIS DE REALISATION DES TACHES

Outre les délais partiels figurés à l'Acte d'engagement, le Titulaire s'engage à respecter les délais de réalisation impartis pour les tâches suivantes (jours ouvrés) :

Tâche	PT	Délai	Point de départ du délai
Réunion de démarrage	PT1	5 jours	Notification du marché

Rédaction d'un compte-rendu de réunion	Toutes	2 jours	Date de réunion
Production d'une note méthodologique	Toutes	5 jours	Date de demande par la Maîtrise d'ouvrage
Production d'un avis sur un document	Toutes	5 jours	Date de communication du document par la Maîtrise d'ouvrage

### **3.4 DELAIS D'APPROBATION DES DOCUMENTS DEFINITIFS PAR LE MAITRE D'OUVRAGE**

En application de l'article 26.2 du CCAG-PI, la décision du maître d'ouvrage d'approuver, avec ou sans observations, ou d'ajourner ou de rejeter les documents d'études définitifs intervient avant l'expiration d'un délai de deux mois.

Ce délai court à compter de la date de réception par le maître d'ouvrage de la remise des études définitives par le maître d'œuvre.

Si la décision du maître d'ouvrage n'est pas notifiée au maître d'œuvre dans le délai indiqué ci-dessus, la prestation est considérée comme acceptée, avec ou sans observation, avec effet à compter de l'expiration du délai, conformément au deuxième alinéa de l'article 27 du CCAG-PI.

L'approbation tacite ne vaut pas ordre de service de commencer l'élément de mission suivant.

## **ARTICLE 4. CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

### **4.1. BASE DOCUMENTAIRE**

Le pouvoir adjudicateur mettra à la disposition du titulaire les documents en sa possession nécessaires à la réalisation des prestations. Il facilitera en tant que de besoin l'obtention auprès des autres organismes compétents des informations et renseignements dont le Titulaire pourra avoir besoin.

### **4.2. MISE A DISPOSITION DES PERSONNES**

Le Titulaire s'engage à mettre à la disposition du maître d'ouvrage les ressources identifiées dans l'acte d'engagement ou des ressources justifiant d'une expérience équivalente, dans un délai maximum de 15 jours à compter de la demande du maître d'ouvrage.

Le Titulaire s'engage à informer le maître d'ouvrage dès qu'il a connaissance de ce type d'empêchement. Dès lors :

- Il présente des CV de ressources équivalentes jusqu'à agrément par le représentant du maître d'ouvrage pour l'exécution du marché.
- Il organise les entretiens sollicités par celui-ci.
- Il assure à sa charge une période de recouvrement, entre la ressource initiale et son suppléant, d'au moins 1 mois.

En cas de difficulté dans l'exécution de la prestation, la personne publique se réserve la possibilité de demander le remplacement d'un intervenant. Au préalable, la personne publique informera le Titulaire de la difficulté qu'elle rencontre dans l'exécution de la prestation. Le

Titulaire a 15 jours pour présenter un remplaçant sous peine d'application des pénalités définies dans le CCAP.

Celui-ci est considéré comme accepté si le maître d'ouvrage ne le récuse pas dans un délai de 15 jours. À défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de récusation des remplaçants par la personne publique, le marché peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 32 du CCAG Prestations intellectuelles.

En cas d'indisponibilité de ces personnes pendant une période continue supérieure à quinze jours calendaires, le pouvoir adjudicateur se reverse le droit, en plus d'appliquer les pénalités prévues au présent CCAP :

- Soit de résilier le marché sans indemnité,
- Soit d'accepter leur remplacement par une autre personne, présentée par le titulaire, de compétence équivalente (CV et attestations de compétence à l'appui, par courrier).

Un délai de prévenance convenable ne pouvant être inférieur à 7 jours calendaires devra être respecté.

Cette disposition déroge à l'article 3.4.3 du CCAG Prestations intellectuelles.

#### **4.3. PRESENTATION ET TRANSMISSION DES DOCUMENTS**

Par dérogation à l'article 26.4.2 du CCAG Prestations intellectuelles, le titulaire est dispensé d'aviser par écrit le pouvoir adjudicateur de la date à laquelle les documents constitutifs de chacun des éléments de mission lui seront présentés.

Dans les cas où la remise d'un élément de mission ne s'opère pas en une seule fois, chaque sous-ensemble doit être clairement identifié dans son bordereau d'accompagnement. En outre, chaque bordereau comportera :

- Soit la mention « documents provisoires »,
- Soit la mention « documents définitifs ».

Les documents sont transmis :

- D'une part en format électronique, aux formats PDF sélectionnable, et Word, Excel, PowerPoint ou autres formats ouverts.
- D'autre part au format papier, dans le nombre d'exemplaires nécessaires pour assurer la bonne tenue des réunions de présentation.

Certaines prestations peuvent faire l'objet d'une remise matérialisée (dossier papier), dans les quantités définies ci-après :

	Nombre d'exemplaires
Études d'avant-projet définitif	3
Dossier de permis de construire	1 + exemplaires exigés par les services instructeurs
Études de projet	3
Dossier de consultation des entreprises	1
Études d'exécution	3
Dossier des ouvrages exécutés	3

Il transmettra ses documents numériques, lorsque leur confidentialité et leur taille le justifiera, au moyen d'une plateforme électronique sécurisée.

## ARTICLE 5. VERIFICATIONS ET ADMISSION

### 5.1. OPERATIONS DE VERIFICATION

---

Les opérations de vérification des prestations seront effectuées dans les conditions de l'article 26 du CCAG Prestations intellectuelles.

Dès que les documents définitifs objet du présent marché, le pouvoir adjudicateur en examinera la forme, le contenu et la qualité au regard des exigences et stipulations du présent marché.

Par dérogation à l'article 27.1 du CCAG PI, le pouvoir adjudicateur décide d'émettre :

- Un avis favorable sur la prestation ;
- Un avis favorable avec réserves ;
- Un ajournement de l'avis sur la prestation en demandant l'amélioration de la prestation, l'apport de complément ou encore la reprise de l'étude. Le pouvoir adjudicateur fixera un délai pour cette reprise. Dans ce cas, le titulaire ne pourra élever aucune réclamation en termes de complément d'honoraires ;
- Un avis favorable avec réfaction sur le prix de la prestation ;
- Un rejet.

Afin de tenir les délais sur lesquels il s'engage, le Titulaire pourra échanger sur la mise au point de « documents provisoires » préalablement à la diffusion du dossier devant recevoir l'avis de la Maîtrise d'ouvrage, ce afin d'en faciliter l'examen et de maximiser les chances d'obtenir un avis favorable. Toutefois, la ou les navettes relatives aux documents provisoires doivent se faire à l'intérieur des délais contractuels relatifs à l'élément concerné. L'examen de documents provisoires se fait en temps masqué, et ne constitue pas de temps d'arrêt de la production ; il n'est pas décompté dans le délai d'examen de la Maîtrise d'ouvrage lors de l'exécution des différentes parties techniques.

Le Titulaire ne pourra arguer d'un défaut de réponse de la Maîtrise d'ouvrage sur un document provisoire pour justifier de la remise tardive du document définitif.

### 5.2. DECISION

---

A la suite des vérifications, les décisions de réception, d'ajournement ou de rejet seront prises par le pouvoir adjudicateur, dans les conditions prévues à l'article 27 du CCAG Prestations intellectuelles.

En application de l'article 26.2 du CCAG-PI, la décision du maître d'ouvrage d'approuver, avec ou sans observations, ou d'ajourner ou de rejeter les documents d'études définitifs intervient avant l'expiration d'un délai de deux mois.

En application de l'article 27.4.1 du CCAG-PI, la décision motivée de rejet des prestations ne peut intervenir que si le maître d'ouvrage a, au préalable, convoqué et entendu le maître d'œuvre. A compter de la réception de la notification de la décision de rejet des prestations, le maître d'œuvre dispose d'un délai d'un mois pour présenter ses observations par écrit ou adresser la lettre de réclamation prévue par l'article 37 du CCAG-PI. Passé ce délai, le maître d'œuvre est réputé avoir accepté la décision du rejet du maître d'ouvrage.

Si le maître d'œuvre formule des observations, le maître d'ouvrage dispose d'un délai d'un mois à compter de leur réception pour confirmer sa décision motivée de rejet ou pour lui notifier une nouvelle décision. A défaut de notification dans le délai d'un mois, le maître d'ouvrage est réputé avoir accepté les observations du titulaire.

## ARTICLE 6. PRIX DU MARCHÉ

### 6.1. CARACTERISTIQUES DES PRIX PRATIQUES

---

Les prestations faisant l'objet d'un marché seront réglées par un prix global et forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement du marché.

Ce prix global et forfaitaire est calculé en respectant les prix unitaires du bordereau des prix unitaire du marché.

Le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre peuvent convenir que certaines prestations ou fournitures particulières puissent être rémunérées sur la base de prix unitaires figurant au marché.

Le maître d'œuvre ne peut percevoir aucune autre rémunération d'un tiers au titre de la réalisation de l'opération.

Les montants servant de base au calcul des évolutions de la rémunération du maître d'œuvre ainsi qu'au contrôle des engagements sont exprimés en euros hors taxes.

### 6.2. FORFAIT DE REMUNERATION

---

#### 6.2.1 FORFAIT PROVISOIRE DE REMUNERATION

Le forfait de rémunération fixé dans l'acte d'engagement, est provisoire, conformément aux dispositions des articles R. 2112-18 et R. 2432-7 du Code de la commande publique. Il est provisoire, en ce qui concerne la phase Études uniquement jusqu'à l'APD.

Ce forfait provisoire pourra être modifié en cas d'événements affectant la réalisation du marché avant la fixation du forfait définitif, conformément aux dispositions des articles R. 2194-2, R. 2194-5, R. 2194-7 et R. 2194-8 du Code de la commande publique et selon les modalités définies aux articles 6.3.1 et 6.3.2 du CCAP.

#### 6.2.2 FIXATION DU COUT PREVISIONNEL DES TRAVAUX ET DU FORFAIT DEFINITIF DE REMUNERATION

La rémunération provisoire devient définitive lors de l'acceptation par le maître d'ouvrage de l'APD et de l'engagement du maître d'œuvre sur le coût prévisionnel des travaux.

Les modalités de fixation de la rémunération définitive du maître d'œuvre sont définies à l'acte d'engagement du marché. Ce forfait est exclusif de tout autre émoluments au remboursement de frais au titre de la même mission. Si l'estimation du coût des travaux à l'APD est identique à celle du programme, le forfait définitif est égal au forfait de rémunération provisoire du maître d'œuvre prévu à l'acte d'engagement.

L'équipe de maîtrise d'œuvre s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération pour la réalisation d'études ou de plans de la part des entreprises, hormis les éventuelles missions complémentaires confiées par le maître d'ouvrage.

Le montant du cout prévisionnel des travaux ainsi que le montant de la rémunération définitive du maître d'œuvre sont arrêtés par avenant dans le délai de 15 jours suivants la validation des études d'avant-projet définitif ou des études d'avant-projet.

### 6.3. VARIATIONS DANS LES PRIX

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois figurant sur la page de garde de l'Acte d'engagement du marché ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix du marché sont révisables par application d'une formule représentative de l'évolution du coût de la prestation.

Les prix de base sont révisés, en hausse comme en baisse, par application de la formule suivante :

$$P(n) = P(o) [ 0,15 + 0,85 \times \text{ING}(n-3)/\text{ING}(o-3) ]$$

dans laquelle :

- P(n) est le prix révisé ;
- P(o) est le prix initial réputé établi sur la base des conditions économiques du mois zéro.

Les index utilisés sont les suivants :

ING : Ingénierie (missions ingénierie et architecture), index publié au Moniteur des Travaux Publics ou au Ministère de l'Écologie du Développement durable, des Transports et du Logement,

ING(n-3) est l'index du mois de réalisation des prestations moins 3 mois

ING(o) est l'index du mois zéro moins 3 mois

Le coefficient de révision comporte trois décimales et est arrondi au millième supérieur.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune révision avant la variation définitive, laquelle intervient sur le premier acompte du marché suivant la parution de l'index correspondant.

## ARTICLE 7. MODIFICATION EN COURS D'EXECUTION DU MARCHE

Si une modification de marché s'avérait nécessaire, lors de l'exécution d'un marché, sa mise au point se fera en prenant pour base les prix issus de la décomposition objet de l'annexe financière ou les prix de journée par catégorie de personnel issus des prix d'unités indiqués au bordereau des prix unitaires.

En cas de prix nouveaux, ceux-ci seraient fixés par Ordre de service et, ou modification de marché.

### 7.1 MODIFICATIONS DE FAIBLE MONTANT INITIEES PAR LE MAITRE D'OUVRAGE

Conformément à l'article R. 2194-8 du Code de la commande publique, le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre peuvent conclure un avenant notamment dans les cas suivants :

- En cas de modifications de programme décidées par le maître d'ouvrage après la fixation de la rémunération définitive du maître d'œuvre rendant nécessaire la reprise des études ou l'adaptation de sa mission en cours d'exécution des travaux ;
- Si le maître d'ouvrage décide de confier de nouvelles missions complémentaires au maître d'œuvre.

Selon les cas, la rémunération est :

- Revue en proportion de l'évolution du coût prévisionnel (phase études) ou constaté (phase chantier) des travaux induite par les modifications qui s'imposent au maître d'ouvrage ;
- Mise au point sur la base de l'évaluation par le maître d'œuvre des temps de travail prévisionnels nécessaires à la réalisation des nouvelles prestations, sur la base des couts journaliers définis au bordereau des prix unitaires ;
- Adaptée en combinant ces deux modalités.

En application des articles R. 2194-8 et R. 2194-9 du Code de la commande publique, les conséquences de ces modifications sur le montant du marché sont cumulativement limitées à 10 % du montant du marché initial.

## 7.2 MODIFICATIONS QUI S'IMPOSENT AU MAITRE D'OUVRAGE

Conformément aux articles R. 2194-2 et R. 2194-5 du code de la commande publique, le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre concluent un avenant pour tenir compte des modifications du marché issues notamment :

- Des aléas et sujétions techniques imprévues ;
- Des modifications de phasage ou des délais de réalisation des études ou des travaux, non imputables à la maîtrise d'œuvre ;
- Des circonstances extérieures aux parties rendant nécessaire la réalisation de services supplémentaires par le maître d'œuvre ;
- De la résiliation d'un marché de travaux, pour tenir compte des prestations de maîtrise d'œuvre nécessaires au remplacement de l'entreprise ainsi que des effets induits de ce remplacement.

Le montant de la rémunération est revu selon l'une des modalités définies à l'article 7.1 du CCAP.

Les conséquences de ces modifications sur le montant du marché sont limitées à 50 % du montant initial, conformément à l'article R. 2194-3 du code de la commande publique.

Si plusieurs modifications successives sont nécessaires, cette limite s'applique au montant de chaque modification.

## 7.3 MODIFICATIONS PREVUES DANS LE CADRE DE CLAUSES DE REEXAMEN

En application de l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, la rémunération du maître d'œuvre fait l'objet de clauses de réexamen permettant, quel que soit le montant des modifications :

- Le passage à la rémunération définitive dans les conditions définies à l'article 6.2.2 du CCAP ;
- D'identifier des missions spécifiques ayant un lien direct avec l'opération portant sur la réalisation de diagnostics ou de reconnaissances spécialisées dans les conditions définies à l'article 1.3 du CCAP ;
- D'adapter les études du maître d'œuvre en présence de variantes retenues par le maître d'ouvrage lors de la passation et de l'attribution des marchés de travaux :
  - lorsque le maître d'ouvrage a pris la décision d'ouvrir aux variantes lors de la passation des marchés de travaux puis de les retenir lors de la signature, la rémunération du maître d'œuvre est réexaminée si les études de conception doivent impérativement être reprises ou qu'une nouvelle autorisation d'urbanisme est nécessaire ;
  - en présence de telles variantes, le maître d'œuvre indique dans un document annexé au rapport d'analyse des offres les conséquences de leur prise en



compte sur sa mission et les incidences éventuelles sur sa rémunération, exprimée en journées de travail supplémentaires selon les montants journaliers identifiés dans l'annexe financière à l'acte d'engagement.

#### 7.4 SUIVI ET CLASSIFICATION DES MODIFICATIONS APORTEES AUX MARCHES DE TRAVAUX

Lorsque les marchés de travaux sont modifiés, le maître d'œuvre renseigne un document de suivi qui inventorie les modifications apportées en moins-value et plus-value, leurs montants et incidences éventuelles sur le délai de réalisation des travaux. Il propose au maître d'ouvrage leur classification dans l'une des 3 catégories suivantes :

- Catégorie A : modifications qui s'imposent au maître d'ouvrage du fait d'éléments nouveaux et non prévisibles à la signature des marchés de travaux ;
- Catégorie B : modifications initiées par le maître d'ouvrage et correspondant à une modification du programme ;
- Catégorie C : modifications initiées par le maître d'œuvre résultant d'erreurs et omissions qui lui sont imputables, y compris les éventuelles adaptations économiques acceptées par le maître d'ouvrage pour compenser ces erreurs ou omissions.

Les modifications de catégorie A et B peuvent donner lieu à une modification du marché de maîtrise d'œuvre dans les conditions définies aux articles 7.1 et 7.2 du CCAP.

La fiche modificative dont le modèle est imposé par le maître de l'ouvrage et approuvée par lui doit être préalable à tout accord donné par le maître d'œuvre aux entreprises. Dans le cas, contraire la modification est considérée comme relevant de la catégorie C. Le maître d'œuvre devra supporter toute conséquence ultérieure dédits travaux.

##### 7.4.1 MODIFICATIONS DE CATEGORIES A ET B

Lorsqu'elles interviennent lors des études, ces modifications seront estimées par le concepteur aux conditions économiques du mois m0 du présent marché de maîtrise d'œuvre. Lorsqu'elles interviennent lors des travaux, ces modifications seront chiffrées par les entreprises et leur coût ramené aux conditions économiques en vigueur au mois M(O) du présent marché.

L'incidence financière de ces modifications de catégories A et B sera prise en compte :

- dans l'estimation prévisionnelle provisoire des travaux lorsqu'elles interviennent lors des études,
- dans le coût des travaux résultant des marchés de travaux lorsqu'elles interviennent lors des travaux.

La modification de la rémunération forfaitaire sera demandée via une fiche modificative travaux et interviendra ultérieurement par modification du marché de Maîtrise d'Œuvre. Cette modification sera établie en fonction de la nature et du montant des travaux à réaliser et des éléments de mission en lien avec les travaux modificatifs.

##### 7.4.2 MODIFICATIONS DE CATEGORIE C

L'incidence financière des modifications de catégorie C ne pourra en aucun cas, y compris lorsque les travaux seront exécutés avec l'accord du maître d'ouvrage, donner droit, pour le maître d'œuvre, à une demande de modification de son forfait de rémunération.

## 7.5 MODIFICATIONS AFFECTANT LES CONTRACTANTS

En application de l'article R. 2194-6 du Code de la commande publique, le marché pourra être modifié dans les circonstances suivantes :

- Le maître d'œuvre peut proposer au maître d'ouvrage la substitution d'un nouveau titulaire afin de le remplacer dans le cadre d'une restructuration de l'entreprise titulaire (transmission, fusion, acquisition, absorption) à condition que cette modification ne remette en cause aucun élément essentiel du marché et que l'opérateur économique présenté dispose des mêmes garanties professionnelles et financières que le titulaire
- Par dérogation à l'article 3.5 du CCAG-PI, dans le cas particulier où le mandataire du groupement ne se conforme pas à ses obligations, le maître d'ouvrage le met en demeure d'y satisfaire. Si cette mise en demeure reste sans effet, le maître d'ouvrage invite les prestataires groupés à désigner, dans un délai de 15 jours, un autre mandataire parmi eux. Cette substitution fait l'objet d'un avenant précisant notamment la nouvelle organisation du groupement ainsi que la nouvelle répartition des prestations et de la rémunération afférente.
- Si le titulaire est un groupement, le mandataire pourra proposer au maître d'ouvrage de modifier sa composition dans les circonstances suivantes :
  - cessation d'activité, défaillance économique, décès ou incapacité civile de l'un des cotraitants ;
  - défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles de l'un des cotraitants. La résolution des litiges entre membres du groupement relève du groupement. En cas de manquement aux obligations contractuelles de l'un des cotraitants affectant la réalisation du marché, il appartient au maître d'ouvrage de résilier partiellement le marché selon les modalités définies à l'article 18 du CCAP.

Le mandataire solidaire propose au maître d'ouvrage de réaliser lui-même les prestations restant à réaliser par l'entreprise défaillante ou de les faire réaliser, à ses frais, par un des membres du groupement ou de présenter un sous-traitant.

Un avenant est conclu entre le maître d'ouvrage et l'ensemble des cotraitants qui détermine notamment la nouvelle composition du groupement, la nouvelle répartition des prestations ainsi que la rémunération afférente.

## **ARTICLE 8. ÉVOLUTION DU COUT DES TRAVAUX EN PHASE « ÉTUDES »**

### **8.1. LEXIQUE**

Le coût des travaux peut évoluer lors de l'établissement des études et de la réalisation des travaux.

Afin de vérifier les engagements du maître d'œuvre, le coût des travaux est défini aux stades suivants :

- C(0) : Enveloppe financière affectée aux travaux à la notification du marché de maîtrise d'œuvre,
- C(APD) : Coût prévisionnel définitif des travaux arrêtés au APD,

- C(réf concurrence) : Coût de référence des travaux tel qu'il résulte de la consultation des entreprises pour les marchés de travaux,
- C(réf notifié) : Coût de référence des travaux fixé à la notification des marchés de travaux,
- C(dgd-pc) : Coût définitif des travaux dit « à programme constant » lors de l'établissement des Décomptes Généraux et Définitifs des marchés de travaux,
- Ti : Taux de tolérance proposé par le candidat où i de 1 à 3 sont définis à l'article 3.3 de l'acte d'engagement du marché,
- Si : Seuil de tolérance où i de 1 à 3 sont définis aux articles 9.1, 9.3 et 11.1 du présent CCAP.

## **8.2. CONDITIONS ECONOMIQUES D'ETABLISSEMENT**

---

L'enveloppe financière affectée aux travaux C(0) est réputée établie sur la base des conditions économiques du « mois zéro » M(0) fixé en page de garde de l'Acte d'Engagement du marché.

Pour la comparaison des évolutions du coût des travaux, celui-ci est ramené aux conditions économiques du mois zéro du marché.

Par ailleurs, la comparaison des évolutions du coût des travaux s'effectue à programme constant, c'est à dire en soustrayant du coût des travaux les coûts des modifications de programme des catégories A et B visées à l'article 7.4.1 du présent CCAP.

## **ARTICLE 9. ENGAGEMENT DU MAITRE D'ŒUVRE EN PHASE « ÉTUDES »**

### **9.1. 1ER SEUIL DE TOLERANCE**

---

Le 1er seuil de tolérance est égal à l'enveloppe financière affectée aux travaux C(0) majorée du produit de ce coût par le taux de tolérance fixé à l'Acte d'Engagement.

Il correspond à un engagement du maître d'œuvre sur cette enveloppe et sa comparaison avec le coût prévisionnel définitif des travaux du projet au stade APD.

Soit 
$$S1 = (T1 + 1) * C(0)$$

Si le coût prévisionnel des travaux proposés par le maître d'œuvre au moment de la remise des prestations relatives à cet élément est supérieur au 1er seuil de tolérance (S1), le maître de l'ouvrage peut refuser de réceptionner les prestations et demander au maître d'œuvre, qui s'y engage, de reprendre gratuitement ses études pour aboutir à un projet compatible avec l'enveloppe financière citée ci-dessus.

### **9.2. COUT PREVISIONNEL DEFINITIF DES TRAVAUX C (APD)**

---

Après réception de l'APD par le maître de l'ouvrage, un avenant au marché de Maîtrise d'Œuvre fixe le montant du coût prévisionnel définitif des travaux C(APD) que le maître d'œuvre s'engage à respecter.

Cet avenant fixe également la rémunération définitive du marché.

### 9.3. 2EME SEUIL DE TOLERANCE

---

Le 2ème seuil de tolérance est égal au coût prévisionnel définitif des travaux C(APD) majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance fixé à l'Acte d'Engagement du marché correspondant.

Il correspond à un engagement du maître d'œuvre sur ce coût des travaux fixé à l'issue de l'APD et sa comparaison avec le résultat de la consultation des entreprises, désigné coût de référence des travaux à l'article ci-après.

Soit 
$$S2 = (T2 + 1) * C(APD)$$

L'avancement des études permet au maître d'œuvre de vérifier que le projet s'inscrit dans le respect de son engagement sur le coût prévisionnel définitif des travaux.

Chaque fois qu'il constate que le projet qu'il a conçu ne permet pas de respecter ce seuil de tolérance et ceci avant même de connaître les résultats de la consultation lancée pour la passation des marchés de travaux, le maître d'œuvre doit reprendre à ses frais ses études si le maître de l'ouvrage le lui demande.

### 9.4. COUT DE REFERENCE DES TRAVAUX C (REF)

---

Lorsque le maître de l'ouvrage dispose des résultats de la mise en compétition relative à la passation des marchés de travaux, le maître d'œuvre établit le coût des travaux tel qu'il résulte de la consultation des entreprises C(réf concurrence).

Ce coût est le total des montants des offres considérées, tous critères confondus, comme les plus intéressantes par le maître de l'ouvrage.

Si le coût est supérieur au seuil de tolérance ( $C(\text{réf concurrence}) > S2$ ), le maître de l'ouvrage peut :

- soit poursuivre l'exécution de l'opération sans relancer de consultation des entreprises. Dans ce cas le maître d'œuvre ne percevra aucune rémunération complémentaire.
- soit décider de déclarer la consultation infructueuse.
- soit un mixte des 2 solutions en cas d'allotissement, certains lots étant attribués, d'autres lots faisant l'objet d'une nouvelle consultation des entreprises.

Dans le 2ème cas, le maître de l'ouvrage peut alors demander la reprise des études pour aboutir à un nouveau dossier de consultation des entreprises ou à une nouvelle base de négociation devant conduire à des offres respectant le seuil de tolérance. Le maître d'œuvre a l'obligation de les reprendre, conformément au programme initial et sans que cela n'ouvre droit à aucune rémunération complémentaire.

Le maître d'œuvre fait des propositions dans ce sens au maître de l'ouvrage dans un délai de 15 jours suivant la demande.

Sur la base de cette nouvelle étude et après acceptation par le maître de l'ouvrage, le maître d'œuvre doit établir un nouveau dossier de consultation des entreprises dans un délai de 15 jours à compter de l'accusé de réception de cette acceptation afin de permettre au maître de l'ouvrage de lancer une nouvelle procédure d'appel d'offres ou engager une nouvelle négociation.

Le coût de référence des travaux C (réf notifié) est le coût qui résulte des marchés de travaux passés par le maître de l'ouvrage pour la réalisation de la totalité des travaux. Il est égal à la somme des montants initiaux des marchés de travaux.

**Un Ordre de Service fixe ce coût de référence des travaux que le maître d'œuvre s'engage à respecter.**

## ARTICLE 10. ÉVOLUTION DU COUT DES TRAVAUX EN PHASE « TRAVAUX »

### 10.1. LEXIQUE

---

Le coût des travaux peut évoluer lors de la réalisation des travaux.

Afin de vérifier le dernier engagement du maître d'œuvre, le coût des travaux est défini aux stades suivants :

- C(réf notifié) : Coût de référence des travaux fixé à la notification des marchés de travaux
- C(dgd-pc) : Coût définitif des travaux dit « à programme constant » lors de l'établissement des Décomptes Généraux et Définitifs des marchés de travaux

### 10.2. CONDITIONS ECONOMIQUES D'ETABLISSEMENT

---

Le coût de réalisation est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois « mois zéro » M(0) des marchés de travaux.

Pour la comparaison des évolutions du coût des travaux en phase DET et AOR, celui-ci est ramené aux conditions économiques du mois zéro des marchés de travaux.

Par ailleurs, la comparaison des évolutions du coût des travaux s'effectue à programme constant, c'est à dire en soustrayant des DGD les coûts des modifications de programme des catégories A et B visées dans le présent CCAP.

## ARTICLE 11. ENGAGEMENT DU MAITRE D'ŒUVRE EN PHASE « TRAVAUX »

### 11.1 3EME SEUIL DE TOLERANCE

---

Le 3ème seuil de tolérance est égal au C(réf notifié) des travaux majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance fixé à l'Acte d'Engagement du marché correspondant.

Soit 
$$S3 = (T3 + 1) * C(\text{réf notifié})$$

### 11.2 COUT DEFINITIF DES TRAVAUX C(DGD-PC)

---

Le coût constaté déterminé par le maître de l'ouvrage après achèvement de l'ouvrage est le montant, en prix de base, des travaux réellement exécutés dans le cadre des marchés, modifications du marché, commandes hors marchés intervenus pour la réalisation de l'ouvrage et hors révisions de prix.

**Un Ordre de Service fixe le coût définitif des travaux que le maître d'œuvre s'engage à respecter.**

### 11.3. PENALITES POUR DEPASSEMENT DU SEUIL DE TOLERANCE

---

Si le coût constaté est supérieur au seuil de tolérance tel que défini ci-dessus ( $C(\text{dgd-pc}) > S3$ ), le maître d'œuvre supporte une pénalité égale à la différence entre le coût constaté et le

seuil de tolérance multiplié par le taux définitif de rémunération selon les modalités définies à l'acte d'engagement du marché correspondant.

Soit 
$$\text{Pénalité} = [C(\text{dgd-pc}) - S3] * T(\text{def})$$

Le montant de cette pénalité ne pourra excéder 15 % du montant de la rémunération des phases DET et AOR.

#### **11.4. MESURES CONSERVATOIRES**

---

Si en cours d'exécution de travaux, le coût de réalisation des ouvrages augmenté du coût des travaux non prévus (hors travaux modificatifs) dépasse le seuil de tolérance défini à l'article 10.1, des retenues intermédiaires peuvent être appliquées à la diligence du maître de l'ouvrage par fractions réparties sur les décomptes correspondants aux éléments de mission précédemment cités.

## **ARTICLE 12. AVANCE**

### **12.1. CONDITIONS DE VERSEMENT ET DE REMBOURSEMENT**

---

Une avance est accordée au Titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement du marché.

En cas de sous-traitance, le titulaire n'a droit à cette avance que pour la part qu'il exécute directement, le solde revenant aux sous-traitants qui la demandent.

Le montant de l'avance est fixé à 5 % d'une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises du marché divisé par sa durée exprimée en mois.

Lorsque le titulaire du marché ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique, le taux de l'avance susvisé est porté à 20%.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance se fait en une fois, lorsque le montant des prestations exécutées par le Titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant de la part du marché revenant au Titulaire, montant initial du marché éventuellement modifié, déduction faite des parts sous-traitées. Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au Titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Nota : Dès lors que le Titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement...) que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R2193-10 et R2193-17 à R2193-21 du Code de la commande publique.

### **12.2. GARANTIES FINANCIERES DE L'AVANCE**

---

L'avance ne pourra être versée qu'après constitution d'une garantie à première demande. Cette garantie à première demande pourra être remplacée par une caution personnelle et solidaire.

## **ARTICLE 13. RETENUE DE GARANTIE ET GARANTIE DE PARFAIT ACHÈVEMENT**

Conformément à l'article R2191-43 du Code de la commande publique, le marché prévoit une garantie de performance énergétique. Cette garantie a une durée de deux années à compter de la date d'achèvement retenue pour la réception du bâtiment.

Elle consiste en une obligation d'amélioration dont les modalités sont détaillées à l'article 16.2 du présent CCAP et en l'établissement d'une garantie à première demande à la notification du présent marché émanant d'un organisme dans les conditions prévues à l'article R2191-41 du Code de la commande publique.

L'organisme apportant sa garantie devra être accepté par le Maître d'Ouvrage. Il est choisi parmi les tiers agréés par l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution mentionnée à l'article L. 612-1 du Code monétaire et financier. Lorsque cet organisme est étranger, il est choisi parmi les tiers agréés dans son pays d'origine.

Le titulaire est informé que la Garantie de Parfait Achèvement est portée à 2 (deux) années. Il devra en tenir compte dans la rédaction des contrats de travaux.

Le maître de l'ouvrage appliquera au titulaire une retenue de garantie d'un montant égal à 5% du montant TTC du présent marché. En application de l'article R.2191-33 du code de la commande publique, pour les marchés conclus avec les PME et les TPE, le montant maximal de la retenue de garantie est porté à 3%.

Cette retenue de garantie pourra être remplacée, au plus tard lors de la présentation du premier décompte mensuel après le démarrage des travaux, par une garantie à première demande dans les conditions prévues aux R2191-36 à R2191-42 du Code de la commande publique.

Cette garantie couvrira les réserves à la réception des travaux et à la performance énergétique des bâtiments, ainsi que celles qui seraient formulées pendant le délai de garantie de parfait achèvement.

Cette garantie à première demande est libérée ou la retenue de garantie remboursée, au plus tard un mois après l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement (2 ans à compter de la réception des travaux).

En cas de réserves notifiées et non levées avant la date d'expiration du délai de garantie, la retenue de garantie n'est pas remboursée ou les personnes ayant délivré leur garantie, libérées, au plus tard un mois après la date de levée effective de ces réserves. Le représentant du pouvoir adjudicateur doit alors délivrer une main levée pour qu'il soit mis fin à l'engagement de ces organismes ayant délivré leur garantie.

## **ARTICLE 14. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES**

### ***14.1. ACOMPTES ET PAIEMENT PARTIELS DEFINITIFS***

Les acomptes et le solde du marché seront versés au Titulaire en fonction de l'état d'avancement des prestations selon les dispositions de l'article 11 du CCAG Prestations intellectuelles.

## **14.2. PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT**

---

Les modalités de présentation de la demande de paiement seront établies selon les conditions prévues à l'article 11.4 du CCAG Prestations intellectuelles.

En application de l'article L. 2192-1 du Code de la commande publique, les demandes de paiement sont transmises de manière dématérialisées au maître d'ouvrage sur le portail public de facturation et comportent les mentions obligatoires définies à l'article D. 2192-2 du code de la commande publique.

### **DISPOSITIONS APPLICABLES EN MATIERE DE FACTURATION ELECTRONIQUE EDIFLEX :**

EDIFLEX est une plateforme de traitement des factures dématérialisées en lien direct avec CHORUS PRO, qui prend en charge le dépôt, la transmission et la récupération des factures dématérialisées sur le serveur **CHORUS PRO** mis en œuvre par la DGFIP et l'AIFE (Direction Générale des Finances Publiques et Agence pour l'Informatique Financière de l'État).

Le titulaire s'engage à déposer ses factures sur cette plateforme, à cet effet, une convention d'interchange sera signée entre les parties.

L'accès à la plateforme EDIFLEX est pris en charge sur le budget d'investissement de la Direction Interrégionale.

Afin que les factures déposées sur EDIFLEX basculent bien sur CHORUS PRO, il est nécessaire de créer un compte sur CHORUS PRO et de le paramétrer selon les indications suivantes :

- Indiquer dans le profil Chorus Pro, le code exécutant de la Direction interrégionale des services pénitentiaires de Lyon « FAC0000069 » ;
- Le module Facture de Travaux ne s'affiche pas par défaut, il faut l'ajouter en créant un « espace » ;
- Création d'un identifiant technique pour que CHORUS PRO puisse établir le lien avec EDIFLEX.

Le service facturier Auvergne Rhône Alpes est la DRFIP, le code exécutant de la Direction interrégionale des services pénitentiaires de Lyon est le « **FAC0000069** ».

Pour toute précision il est nécessaire de se référer à la documentation publiée sur

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

Le dépôt et la transmission des factures électroniques sont effectués exclusivement sur EDIFLEX, les factures basculeront automatiquement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

### **Dispositions applicables en matière de facturation électronique :**

Outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :



1. La date d'émission de la facture ;
2. La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
3. Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
4. En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
5. Le code d'identification du service en charge du paiement ;
6. La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
7. La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
8. Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
9. Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
10. Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
11. Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Elles comportent également le numéro d'identité de l'émetteur (ou à défaut, son identifiant) et celui du destinataire de la facture.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'État pour une facture transmise par échange de données informatisé).

En cas de cotraitance :

- En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations ;
- En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG PI.

En cas de sous-traitance :

- Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.
- Le Titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur. Elle est mentionnée à même la facture du sous-traitant.
- Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé

attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

- Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.
- Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement.
- Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné au troisième paragraphe.
- Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.
- En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement et la facture du sous-traitant doit être fournie.

Cette liste ne se substitue pas aux mentions obligatoires fixées par l'article L441-3 du Code de commerce et l'article 242 nonies de l'annexe II du code général des impôts (CGI), qui conditionnent la validité de toute facture, notamment au regard du droit fiscal.

#### **14.3. DELAI DE PAIEMENT, INTERETS MORATOIRES**

---

Les sommes dues en exécution du présent marché sont payées dans un délai de 30 jours maximum, comptés à partir de la réception par le maître de l'ouvrage de la demande du titulaire accompagnée des pièces prévues à l'article 11 du CCAG Prestations intellectuelles et selon le formalisme imposé par la Maîtrise d'ouvrage.

En complément de l'article 11.7 du CCAG Prestations intellectuelles, il est précisé que, dans le cas où la demande de paiement reçue par la Maîtrise d'ouvrage ne respecte pas le formalisme imposé, le Titulaire est alerté par courriel de l'impossibilité de traitement de la demande de paiement, ce dont le Titulaire accuse réception. Le délai cité à l'alinéa précédent ne court qu'à compter de la réception par la Maîtrise d'ouvrage de la demande de paiement respectant ledit formalisme.

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit, et sans autre formalité, le bénéfice d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €, à compter du jour suivant l'expiration du délai global jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises après application des clauses éventuelles de pénalisation. Les intérêts moratoires ne sont pas assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée.

#### **14.4. ÉCHEANCIER DES ACOMPTES**

---

La périodicité du versement des acomptes est fixée au maximum à trois mois.

Le Titulaire remettra ses demandes d'acomptes selon la répartition suivante :

- Pour les PT1 à PT5 :

Éléments de mission	Exigibilité de l'acompte
---------------------	--------------------------

Études d'avant-projet définitif	80% à la remise du dossier
	20% à l'approbation du maître d'ouvrage
Études de projet	80% à la remise du dossier
	20% à l'approbation du maître d'ouvrage
Assistance pour la passation des marchés de travaux	50% à la remise des éléments du DCE produits par le maître d'œuvre
	30% à la remise du rapport d'analyse des offres
	20% après la mise au point des marchés de travaux
Études d'exécution	au prorata de l'avancement de la mission
Études de synthèse	au prorata de l'avancement de la mission
Direction de l'exécution des marchés de travaux	80,00 %, en fonction de l'avancement des travaux, proportionnellement au montant des travaux effectués depuis le début
	20 % à la date de l'accusé de réception par le maître de l'ouvrage du projet de décompte final et après traitement des réclamations éventuelles des entreprises
Assistance aux opérations de réception et GPA	60 % à compter de la date d'effet de la réception
	15% à compter de la levée des réserves mentionnées dans la décision de réception
	10 % à la remise du dossier des ouvrages exécutés établi par le maître d'œuvre
	10% à la remise du dossier des ouvrages exécutés établis par les entreprises
	5% à l'issue des deux années de parfait achèvement

La remise de prestation dans le cadre du concours (niveau APS) donne lieu au versement d'une prime.

- Pour les missions complémentaires associées, à l'avancement, à raison de 80 % du montant de la prestation, les derniers 20 % au moment de la réception des travaux, et le cas échéant, au moment de la levée de la dernière réserve.

#### **14.5. ACCEPTATION ET PAIEMENT DU SOLDE**

Le maître d'ouvrage accepte ou rectifie la demande de paiement.

Il la complète en faisant apparaître le cas échéant les pénalités appliquées. Si des pénalités pour retard sont appliquées, celles-ci font l'objet d'un décompte des pénalités spécifique indiquant les montants journaliers, le nombre de jours de retard, et les dates d'échéance contractuelle retenues.

La demande de paiement pour solde est établie dans les conditions de l'article 11.8 du CCAG-PI.

## **ARTICLE 15. PENALITES**

Le montant des différentes pénalités et retenues n'est pas affecté par la TVA.

Les pénalités sont dues même si leur montant ne dépasse pas 1 000 euros.

Cet article déroge aux dispositions aux articles 14.1 et 14.3 du CCAG Prestations intellectuelles.

Lors de la demande de solde du marché, la pénalité provisoire peut être transformée en pénalité définitive.

Lors de la demande d'acomptes, la pénalité provisoire peut être transformée en pénalité définitive. Le montant définitif de ces pénalités est fonction du dysfonctionnement réel constaté par le pouvoir adjudicateur pour l'opération.

### **15.1. RETARD DANS LA REMISE DE PRESTATIONS**

---

Concernant les pénalités journalières, le titulaire subira, par jour de retard, une pénalité journalière de 200,00 euros pendant 7 jours, puis 250,00 euros au-delà.

Ceci vaut en particulier :

- Pour les délais partiels figurant à l'Acte d'engagement du marché ;
- Pour le délai global d'exécution fixé à l'Acte d'engagement du marché.

### **15.2. INDISPONIBILITE**

---

En cas de non-remplacement d'une personne nommément désignée à l'article 5 de l'Acte d'engagement, en application de l'article 4.2.2 du présent CCAP, une pénalité de 250 euros par jour de retard au-delà de 15 jours sera appliquée sur les sommes dues au Titulaire.

### **15.3. ABSENCE AUX REUNIONS**

---

En cas d'absence aux réunions, le titulaire sera sanctionné par application d'une retenue provisoire, à hauteur de 200 euros par absence.

### **15.4. MODALITES DE PAIEMENT**

---

Si le titulaire du marché ne respecte pas le formalisme et les modalités de paiement, définis à l'article 12 du présent, de ses propres factures ou de celles dont il a le contrôle, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 100€ par facture.

### **15.5. TRAVAIL DISSIMULE**

---

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10.0 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

Dans l'attente de la notification du pouvoir adjudicateur de sa décision, les prestations ne seront pas considérées comme reçues.

## **15.6. VERIFICATIONS ET ETABLISSEMENTS DES PROJETS DE DECOMPTE**

---

En cas de retard le maître d'œuvre encourt une pénalité dont le montant par jour de retard, est fixé à :

- 50€ par projets de décomptes mensuels des entrepreneurs et mise à disposition au maître d'ouvrage ;
- 100€ par projet de décompte final des entrepreneurs et mise à disposition au maître d'ouvrage ;
- 200€ pour l'établissement du projet de décompte général.

Les délais de vérifications ou d'établissement sont prévues pas le CCTP dans la cadre de la mission de DET ou à défaut, par le CCAG-Travaux.

## **15.7. PENALITE EN CAS DE NON-RESPECT DES ENGAGEMENTS D'AMELIORATION DE L'EFFICACITE ENERGETIQUE**

---

### **Clause en projet**

Le Titulaire s'est engagé sur la consommation d'énergie finale du bâtiment en application du programme de l'opération. En conséquence :

- Si  $\text{Conso\_EF}_{\text{Réelle}} > 1,04 \times \text{Conso\_EF}_{\text{cibleajustée}}$  : le Titulaire est soumis à l'application d'une pénalité telle que définie ci-après ;

#### Calcul de la pénalité applicable au Titulaire :

- $\text{Pénalité} = (\text{Conso\_EF}_{\text{Réelle}} - \text{Conso\_EF}_{\text{cibleajustée}}) \times \text{Prix}_{\text{MoyConso}}$

Avec :

- $\text{Conso\_EF}_{\text{Réelle}}$  : Consommation réelle totale de la période considérée pour chaque bâtiment, exprimée en énergie finale ;
- $\text{Conso\_EF}_{\text{cibleajustée}}$  : Niveau de Consommation d'Energie Cible de la période considérée pour chaque bâtiment, exprimée en énergie finale, ajustée selon les dispositions du Plan de Mesure et de Vérification.
- $\text{Prix}_{\text{MoyConso}}$  : Prix moyen de l'énergie finale consommée tout usage confondu, calculé au prorata des consommations des énergies mises en œuvre sur la période considérée.

#### Tarifs des énergies pris en compte :

Les pénalités sur la consommation énergétique sont valorisées par application des prix unitaires définis ci-dessous indépendamment des tarifs des énergies réellement appliqués par les fournisseurs.

- 120 € HTVA / MWh d'électricité (prix exprimé en MWh d'énergie finale)
- 75 € HTVA /MWh thermique (prix exprimé en MWh d'énergie thermique entrée bâtiment)

Ces prix sont fermes et non révisables sur la durée de la période de Garantie de Parfait Achèvement (2 ans).

## **ARTICLE 16. CONTROLE ET MISE EN ŒUVRE DE LA GARANTIE DE PERFORMANCE ENERGETIQUE**

Le titulaire s'est engagé sur une performance énergétique à l'Acte d'engagement du marché.

La garantie de performance énergétique intrinsèque s'exerce de deux manières distinctes :

- Avant la réception, lors de l'établissement de études, de l'exécution des travaux et des opérations préalables à la réception (cas 1),
- Après la réception pendant les deux années premières années d'exploitation (cas 2).

### **16.1. VERIFICATIONS AVANT LA RECEPTION**

---

La vérification sera effectuée par le Maître d'ouvrage, lors des opérations de réception et des réunions organisées selon les dispositions définies par le Titulaire dans l'offre contractuelle.

Cette vérification pourra donner lieu à l'inscription de réserves à la réception et le Maître d'ouvrage pourra prendre toutes décisions en application de l'article 5.1 du CCAP à l'encontre des prestations du Titulaire.

### **16.2. VERIFICATION APRES LA RECEPTION**

---

La vérification des engagements de performances énergétiques sera réalisée dès le début de l'exploitation du bâtiment et avant la fin de la période de parfait achèvement de deux ans.

Le Maître de l'Ouvrage établira un suivi des consommations pendant ces deux années.

Les engagements de consommation fixés au programme seront comparés aux mesures réelles de consommation selon une méthodologie de mesure définie par le Titulaire dans l'offre contractuelle.

Dans le cas où les objectifs de performance ne seraient pas atteints, le Maître d'ouvrage décidera soit :

- D'appliquer la pénalité définie à l'article 15.7 CCAP ;
- De demander au titulaire de réaliser à ses frais une étude de diagnostic ayant pour but de donner les solutions techniques à mettre en œuvre pour atteindre les niveaux de performances contractuellement définis ;
- De réaliser à ses frais la direction des travaux convenus avec le Maître d'ouvrage ;
- De réaliser à ses frais une nouvelle campagne d'essais pour vérifier que les mesures correctrices ont bien eu l'effet escompté

Si le Titulaire ne met pas en œuvre les dispositions prévues au présent article, le Maître d'ouvrage pourra les réaliser aux frais et risques du Titulaire après mise en demeure de 15 jours restée infructueuse et utiliser la garantie à première demande prévue à l'article 13 du présent CCAP.

## **ARTICLE 17. PROTECTION DES DROITS**

### **17.1. CONNAISSANCES ANTERIEURES**

---

Les connaissances antérieures sont définies conformément à l'article 23.6 du CCAG-PI.

Par dérogation aux dispositions de l'article 24 du CCAG-PI, le maître d'œuvre met ses connaissances antérieures au service du maître d'ouvrage. La conclusion du marché n'emporte pas transfert des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature afférents aux connaissances antérieures.

### **17.2. DROIT DE PROPRIETE INTELLECTUELLE**

---

L'option retenue concernant l'utilisation des résultats et précisant les droits respectifs du maître de l'ouvrage et du maître d'œuvre en la matière est l'option A telle que définie à l'article 25 du CCAG PI.

### **17.3. CONFIDENTIALITE**

---

Le Titulaire s'engage à tenir confidentiel tout document, toute information et toutes données de quelque nature que ce soit, portés à sa connaissance dans le cadre de l'exécution du présent marché, et s'engage à ne pas les divulguer ni pendant l'exécution du marché ni après qu'il ait cessé de produire ses effets.

Le Titulaire s'engage à prendre toutes ses dispositions utiles pour faire respecter par son personnel et, ou ses sous-traitants éventuels les dispositions relatives à la confidentialité.

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché, notamment l'ordonnance n° 2018-1125 du 12 décembre 2018 prise en application de l'article 32 de la loi n° 2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles et portant modification de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et diverses dispositions concernant la protection des données à caractère personnel.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par le pouvoir adjudicateur, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'une modification de marché par les parties au marché.

## **ARTICLE 18. ARRET DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS**

### **18.1. ARRET DES PRESTATIONS**

---

En application de l'article 20 du CCAG Prestations intellectuelles, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des interventions qui font l'objet du marché. Il peut le faire à l'issue de chaque partie technique définie au CCTP.

Dans ce cas, aucune indemnité ne sera versée au titulaire. L'arrêt de l'exécution des prestations entraîne la résiliation du marché.

Sauf écrit contraire de la part du maître de l'ouvrage, la réception de sa mission est prononcée à compter de cette date, dans les conditions des articles 26 et 27 du CCAG Prestations intellectuelles.

## **18.2. REALISATION AUX FRAIS ET RISQUES**

---

Il est précisé que la possibilité offerte par l'article 36 du CCAG Prestations intellectuelles est retenue par le pouvoir adjudicateur, qui se réserve donc la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire, après mise en demeure restée infructueuse.

## **ARTICLE 19. REGLEMENT DES DIFFERENDS**

### **19.1. FORMALISME DES RECLAMATIONS**

---

Tout différend entre le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage fait l'objet, de la part du titulaire, d'une lettre de réclamation exposant les motifs de son désaccord et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées.

Par dérogation à l'article 37 du CCAG-PI, cette lettre est communiquée au maître d'ouvrage dans le délai d'un mois, courant à compter du jour où le différend est apparu, sous peine de forclusion.

L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation. Le rejet exprès ou tacite de la réclamation ne s'oppose pas à ce que le maître d'œuvre réitère sa demande lors de la production du projet de décompte final.

### **19.2 REGLEMENT AMIABLE DES DIFFERENDS**

---

Conformément aux articles R. 2197-4 et R. 2197-23 du Code de la commande publique, en cas de différend portant sur le respect des clauses du marché, les parties conviennent de saisir avant toute procédure judiciaire le médiateur des entreprises ou un comité local consultatif de règlement amiable. Cette saisine intervient sur l'initiative de la partie la plus diligente.

Le cas échéant, les parties organisent une mission de médiation dans les conditions définies aux articles L. 213-1 et suivants du code de justice administrative.

## **ARTICLE 20. RESILIATION DU MARCHE**

Les conditions de résiliation applicables au marché sont celles des articles 29 à 36 du CCAG Prestations intellectuelles.

En cas de résiliation d'un marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA du marché, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 3,00 % (par dérogation à l'article 34.2.2.4 du CCAG-PI).

Outre les cas évoqués à l'article 32.1 du CCAG Prestations intellectuelles (faute du titulaire), sont considérés comme des cas pouvant entraîner la résiliation aux torts du titulaire :

- L'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R2142-3, R2142-4, R2143-3 et R2143-16 du Code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément aux R2143-6 à R2143-9 du Code de la commande publique, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.
- La non-justification d'une assurance de responsabilité civile professionnelle ou décennale



- Le non-respect des obligations précisées aux CCAP ou au CCTP, constaté par une mise en demeure établie par le maître de l'ouvrage.
- La défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles de l'un des cotraitants, selon les dispositions prévues à l'article 7.5 du CCAP.

Dès lors, le marché pourra faire l'objet d'une résiliation dans les mêmes conditions que celles précisées à l'article 32 du CCAG Prestations intellectuelles.

## **ARTICLE 21. ASSURANCES**

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre :

- De la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité civile professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché ;
- De la responsabilité décennale au sens des articles 1792, 1792-1, 1792-2 et 1792-4-1 du Code civil dans les conditions prévues aux articles L. 241-1 et suivants du Code des assurances.

Il devra donc fournir les attestations de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que ses polices contiennent les garanties en rapport avec l'importance de la prestation. Ces attestations doivent émaner d'une Compagnie d'assurances ou d'un Agent général ou d'une Mutuelle.

Elles comportent au minimum les indications suivantes :

- Nom de l'assuré.
- Montant des garanties pour les dommages matériels, corporels, immatériels consécutifs ou non consécutifs.
- Montant des franchises éventuelles.
- Activités exactes garanties.
- Durée et date de l'attestation.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire ces attestations, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

## **ARTICLE 22. DROIT ET LANGUE**

En cas de litige, seul le Tribunal administratif de Lyon est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## **ARTICLE 23. DESIGNATION DE SOUS-TRAITANTS EN COURS DE MARCHE**

Le Titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le maître de l'ouvrage et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

La désignation se fait soit pour l'marché dans son intégralité, soit de manière spécifique pour chaque marché.

L'acte spécial précise tous les éléments des articles R2193-1 à R2193-4 du Code de la commande publique et indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- La personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances.
- Le compte à créditer.

Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies à l'article 3.6 du CCAG Prestations intellectuelles.

## **ARTICLE 24. CLAUSE PENITENTIAIRE**

Le Titulaire est réputé informé des conditions particulières à leur intervention à proximité d'un établissement pénitentiaire en activité.

Il se conforme à toutes injonctions de la direction du SPIP ou du personnel pénitentiaire concernant le fonctionnement de l'établissement. Il ne pourra en aucun cas arguer d'un quelconque préjudice à ce titre.

Le Titulaire devra effectuer les démarches administratives (autorisations d'accès) de toutes les personnes intervenantes dans l'établissement ou travaillant aux abords de l'établissement, ainsi que des véhicules qui doivent rentrer dans l'enceinte de l'établissement (y compris le chauffeur de celui-ci). Les autorisations d'accès impliquent la production d'un extrait de casier judiciaire (B2).

Ces démarches doivent être effectuées auprès du chef d'établissement dès le premier jour de la mission, ci-dessous le détail des documents :

- Photocopie recto verso de la pièce d'identité (carte d'identité, passeport).
- Pour les ressortissants étrangers, nom des parents pour établissement de la filiation.
- Photocopie de l'affiliation (livret de famille).
- Justificatif de domicile.
- Justificatif de l'employeur.
- Photocopie recto verso carte grise de tous les véhicules rentrant sur site.
- Liste des matériels (inventaire avec carnet photographique illustrant lesdits matériels).
- Liste des équipements électroniques, précisant marque, modèle, numéro de série.

Il est précisé que les téléphones portables sont interdits sur le site, même à l'usage exclusif de prise de vue.

Les appareils photographiques pourront être contrôlés en sortie ; les clichés susceptibles de porter atteinte à la sûreté de l'établissement (plans larges) ou à la réglementation relative aux personnes détenues (clichés identifiant des personnes détenues) pourront être détruits.

**Dans certains contextes sécuritaires (Vigipirate renforcé, attentats, etc.) l'Etablissement pourra exiger, en plus de l'extrait B2, l'établissement d'une enquête de moralité pour les personnes amenées à intervenir de façon prolongée sur le site (excepté donc les livreurs). Cette enquête de moralité, d'un délai minimal de deux mois. L'anticipation pendant la période de préparation et la désignation suffisamment en amont des sous-traitants éventuels est un impératif.**

Dans ces conditions, l'intervention de personnels intérimaires est donc peu compatible avec ces objectifs. Le Titulaire prendra en compte ces contraintes.

**De manière générale, le Titulaire se conformera aux dispositions se trouvant dans le Cadre de sûreté annexé au présent, dont il devra prendre en compte les mises à jour.**

<b>ARTICLE 25.</b>	<b>DEROGATIONS</b>	<b>AU</b>	<b>CCAG PRESTATIONS</b>
	<b>INTELLECTUELLES</b>		

Articles du présent CCAP	Articles du CCAG-PI auxquels il est dérogé
2	4.1 – pièces du marché
3.2	13.3 – prolongation des délais
4.2	3.4.3 – conduite des prestations
4.3	26.4.2 – modalités de présentation des documents
5.1	27.1 – ordre de service
15	14.1 et 14.3 – pénalités pour retard
17.1	24 – connaissances antérieures
19.1	37 – lettre de réclamation
20	34.2.2.4 – indemnité de résiliation